

Corrigé bac HGGSP 2025 Asie, jour 2

Proposition de corrigé - non officielle. Bac général, spécialité HGGSP, session 2025 Asie, jour 2 (25-HGGSPJ2JA1). À l'épreuve, une dissertation est à choisir et l'étude critique reste obligatoire.

[Sujet officiel](#) · [Annales de ce concours ou examen](#)

Dissertation 1 - Les réponses au changement climatique à différentes échelles

Problématique

Le changement climatique est global, mais ses causes, ses effets et les moyens d'action sont inégalement répartis. Comment articuler les réponses internationales, nationales et locales ?

I. Construire un cadre commun à l'échelle mondiale

Les travaux scientifiques permettent d'identifier le rôle des activités humaines et d'évaluer les risques. Le GIEC synthétise les recherches ; il ne décide pas directement des politiques. Les négociations climatiques cherchent à coordonner des États aux responsabilités et aux capacités différentes.

L'accord de Paris de 2015 établit un cadre d'engagements nationaux et un objectif collectif de limitation du réchauffement. La difficulté tient à l'écart entre objectifs, moyens et effets mesurés. La coopération financière et technique est essentielle pour les pays les plus vulnérables, mais elle se heurte aux intérêts et aux contraintes politiques.

II. Transformer les systèmes à l'échelle des États

L'atténuation vise à réduire les émissions et à renforcer les puits de carbone. Elle concerne l'énergie, les transports, les bâtiments, l'industrie et les usages des terres. Les États agissent par les normes, les investissements, la fiscalité et les politiques de recherche.

L'adaptation cherche à réduire les dommages : protection face aux chaleurs, gestion de l'eau, évolution des cultures et aménagement des zones exposées. Elle ne remplace pas l'atténuation. Le [rapport de synthèse du GIEC de 2023](#) insiste sur leur articulation et sur la justice des transitions.

III. Agir localement sans reporter toute la responsabilité sur l'individu

Les collectivités organisent certains transports, logements et espaces publics. Les entreprises modifient leurs procédés et les habitants leurs pratiques, lorsque les alternatives existent. Une ville peut végétaliser et adapter les horaires, mais ne peut pas seule transformer le système énergétique mondial.

La cohérence entre échelles est donc décisive. Des politiques mal réparties peuvent renforcer les inégalités ou produire une adaptation qui déplace le risque. Répondre au changement climatique exige d'associer réduction des causes, préparation aux effets et partage équitable des moyens, plutôt que choisir une échelle contre toutes les autres.

Dissertation 2 - La connaissance, un enjeu du développement

Problématique

Le développement ne se réduit pas à produire davantage : il concerne aussi la santé, les possibilités de choix et les conditions de vie. Comment la production et l'accès aux connaissances y contribuent-ils, et pourquoi restent-ils inégaux ?

I. Éduquer et chercher pour élargir les capacités

L'alphabétisation, la formation et la recherche permettent de mieux comprendre et d'agir. Les connaissances médicales améliorent la prévention et les soins ; les savoirs agronomiques et techniques peuvent soutenir la production et la gestion des ressources.

Ces bénéfices supposent des institutions et des moyens : une découverte ne soigne personne si elle ne peut être produite, diffusée et utilisée. Les investissements dans l'éducation et la santé sont donc liés, sans se confondre avec une simple accumulation de diplômes.

II. Des fractures qui peuvent entretenir les dépendances

Les dépenses de recherche, les équipements et les formations sont concentrés. Le départ de chercheurs peut fragiliser certains pays, tandis que l'accès payant aux publications et aux techniques crée d'autres obstacles. La fracture numérique porte autant sur les compétences et les usages que sur l'existence d'une connexion.

Les brevets peuvent soutenir l'innovation et sa rémunération, mais aussi limiter l'accès selon les conditions économiques. Les connaissances locales risquent, elles, d'être ignorées si une seule forme d'expertise est jugée légitime.

III. Partager sans négliger les capacités d'appropriation

Les coopérations universitaires, programmes de santé et échanges scientifiques peuvent réduire les écarts s'ils renforcent les équipes et institutions locales. La science ouverte, promue par l'UNESCO en 2021, cherche à élargir l'accès aux résultats et à la participation.

Il ne suffit cependant pas de mettre un fichier en ligne : langues, formation, infrastructures et liberté de recherche comptent. La connaissance devient un levier de développement lorsqu'elle est fiable, accessible et utilisable par les populations concernées. Elle peut autrement renforcer une dépendance envers ceux qui la produisent et la contrôlent.

Étude critique - L'ONU face à la guerre et à la construction de la paix

Sources et question directrice

Le communiqué de l'ONU de janvier 2004 revient sur la crise irakienne de 2003. La photographie montre la chute de la statue de Saddam Hussein à Bagdad le 9 avril 2003, avec des soldats américains et des civils. Le texte propose un bilan institutionnel ; l'image donne à voir un symbole de victoire militaire.

Problématique : pourquoi la sécurité collective rencontre-t-elle des limites, sans que l'ONU perde toute capacité d'action ?

Le désaccord des puissances et l'usage de la force

Le communiqué rappelle les débats du Conseil de sécurité sur les armes irakiennes et la victoire des partisans d'une intervention anticipant une menace. La coalition conduite par les États-Unis intervient sans nouveau mandat explicite autorisant cette guerre. L'épisode met en cause la capacité du Conseil à imposer une décision collective.

Il faut néanmoins nuancer la formule du texte selon laquelle seule l'ONU pourrait légitimer la force : la Charte reconnaît aussi, à l'article 51, la légitime défense en cas d'agression armée. Cette exception ne suffit pas à justifier n'importe quelle guerre préventive. L'analyse doit distinguer ce cadre juridique des arguments politiques des intervenants.

Une victoire visible ne vaut pas une paix construite

Le déboulonnage de la statue symbolise la chute du régime. La présence du véhicule et des soldats américains rappelle le rôle de la force extérieure. La photographie ne permet pas de conclure à l'adhésion de toute la population ni à la stabilisation du pays.

La distinction entre renverser un pouvoir et construire un ordre durable est essentielle. La reconstruction, la sécurité et les conflits internes prolongent les difficultés après la fin d'une phase militaire.

Une organisation dépendante, mais encore utile

Le communiqué souligne le retour à une unité pour la mission d'assistance en Irak et d'autres actions au Liberia ou en Côte d'Ivoire. L'ONU peut coordonner, accompagner et maintenir des espaces diplomatiques, même après un échec à empêcher la guerre.

Son action dépend des mandats, des moyens accordés et de la coopération des États. Le texte, produit par l'organisation, met logiquement en avant son utilité ; il faut le confronter aux résultats et aux limites de terrain. Les documents montrent donc un système imparfait de sécurité collective, traversé par les rapports de puissance, mais dont les instruments ne se réduisent pas au choix entre autoriser une guerre et rester inactif.